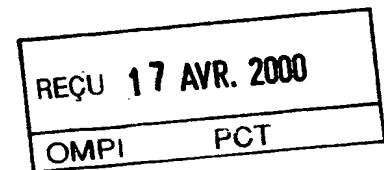


0 5 AVR. 2000



BREVET D'INVENTION

CERTIFICAT D'UTILITÉ - CERTIFICAT D'ADDITION



COPIE OFFICIELLE

Le Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle certifie que le document ci-annexé est la copie certifiée conforme d'une demande de titre de propriété industrielle déposée à l'Institut.

Fait à Paris, le **17 MARS 2000**

Pour le Directeur général de l'Institut
national de la propriété industrielle
Le Chef du Département des brevets

PRIORITY DOCUMENT
SUBMITTED OR TRANSMITTED IN
COMPLIANCE WITH
RULE 17.1(a) OR (b)

Martine PLANCHE

INSTITUT
NATIONAL DE
LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE

SIEGE
26 bis, rue de Saint Petersburg
75800 PARIS Cédex 08
Téléphone : 01 53 04 53 04
Télécopie : 01 42 93 59 30

THIS PAGE BLANK (USPTO)

REQUÊTE EN DÉLIVRANCE

26 bis, rue de Saint Pétersbourg
75800 Paris Cedex 08
Téléphone : 01 53 04 53 04 Télécopie : 01 42 93 59 30

Confirmation d'un dépôt par télécopie ☐

Cet imprimé est à remplir à l'encre noire en lettres capitales

Réservé à l'INPI

DATE DE REMISE DES PIÈCES **17 FEV. 1999**
N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL **99 02139**
DÉPARTEMENT DE DÉPÔT
DATE DE DÉPÔT **17 FEV. 1999** **N. P. I. RENNES**

1 NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR OU DU MANDATAIRE
À QUI LA CORRESPONDANCE DOIT ÊTRE ADRESSÉE

Patrice VIDON
Cabinet Patrice VIDON
Immeuble Germanium
80 avenue des Buttes de Coësmes
35700 RENNES
n° du pouvoir permanent **5054** références du correspondant **02.99.38.23.00** téléphone

2 DEMANDE Nature du titre de propriété industrielle

☒ brevet d'invention ☐ demande divisionnaire
☐ certificat d'utilité ☐ transformation d'une demande de brevet européen

☒ demande initiale

☐ brevet d'invention

☐ certificat d'utilité n°

date

Établissement du rapport de recherche

☐ différé ☒ immédiat

Le demandeur, personne physique, requiert le paiement échelonné de la redevance

☐ oui ☐ non

Titre de l'invention (200 caractères maximum)

Procédé pour créer un lien entre un éditeur et des utilisateurs.

3 DEMANDEUR (S) n° SIREN

code APE-NAF

Nom et prénoms (souligner le nom patronymique) ou dénomination

NETQUARTZ

Forme juridique

Société à Responsabilité Limitée

Nationalité (s)

Française

Adresse (s) complète (s)

46 avenue des Frères Lumière
78190 TRAPPES

Pays

FRANCE

4 INVENTEUR (S) Les inventeurs sont les demandeurs

☐ oui ☒ non En cas d'insuffisance de place, poursuivre sur papier libre ☐ Si la réponse est non, fournir une désignation séparée

5 RÉDUCTION DU TAUX DES REDEVANCES

☐ requise pour la 1ère fois ☐ requise antérieurement au dépôt : joindre copie de la décision d'admission

6 DÉCLARATION DE PRIORITÉ OU REQUÊTE DU BÉNÉFICE DE LA DATE DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE ANTÉRIEURE

pays d'origine numéro date de dépôt nature de la demande

7 DIVISIONS antérieures à la présente demande n°

date

n°

date

8 SIGNATURE DU DEMANDEUR OU DU MANDATAIRE

(nom et qualité du signataire)

P. VIDON
(CPI 92-1280)

SIGNATURE DU PRÉPOSÉ À LA RÉCEPTION

SIGNATURE APRÈS ENREGISTREMENT DE LA DEMANDE À L'INPI

DÉSIGNATION DE L'INVENTEUR

(si le demandeur n'est pas l'inventeur ou l'unique inventeur)

DEPARTEMENT DES BREVETS

26bis, rue de Saint-Petersbourg
75800 Paris Cédex 08

Tél. : 01 53 04 53 04 - Télécopie : 01 42 93 59 30

N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL

9902139

TITRE DE L'INVENTION :

Procédé pour créer un lien entre un éditeur et des utilisateurs.

LE(S) SOUSSIGNÉ(S)

Patrice VIDON
Cabinet Patrice VIDON
Immeuble Germanium
80 avenue des Buttes de Coësmes
35700 RENNES

DÉSIGNE(NT) EN TANT QU'INVENTEUR(S) (indiquer nom, prénoms, adresse et souligner le nom patronymique) :

M. Dominique PAVLIN
5 rue des Monts d'Arrée
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX

M. Christophe BOUILHOL
89 rue des Landes
78400 CHATOU

M. Iain WALLACE
53 rue du Temple
75004 PARIS

M. Bertrand LEVAVASSEUR
94 Boulevard Barbès
75018 PARIS

NOTA : A titre exceptionnel, le nom de l'inventeur peut être suivi de celui de la société à laquelle il appartient (société d'appartenance) lorsque celle-ci est différente de la société déposante ou titulaire.

Date et signature (s) du (des) demandeur (s) ou du mandataire

le 17 février 1999

P. VIDON (CPI 92-1250)

Procédé pour créer un lien entre un éditeur et des utilisateurs.

La présente invention concerne les procédés et les systèmes pour créer un lien entre les utilisateurs et un éditeur d'entités numérisées (notamment un éditeur de logiciels, de fichiers, de compacts disques, de vidéodisques, etc. ...) reproductibles par des moyens informatiques et/ou électroniques.

Selon l'invention, pour créer un tel lien entre au moins un utilisateur et un éditeur et/ou un distributeur d'entités numérisées (notamment des logiciels, des fichiers, des compacts disques, des vidéodisques, etc. ...) reproductibles par des moyens informatiques et/ou électroniques, le procédé selon l'invention, comprend l'une au moins des étapes suivantes :

- l'étape de subdiviser ladite entité numérisée en deux parties, une première et une deuxième parties, dont aucune ne peut être exploitée sans l'autre,

- l'étape de mémoriser ladite première partie dans une zone mémoire d'un serveur connecté à un réseau informatique,

- l'étape de transmettre ladite deuxième partie à au moins un utilisateur disposant d'un équipement informatique comportant des moyens informatiques pour mettre en oeuvre ladite deuxième partie,

- l'étape d'installer ladite deuxième partie sur ledit équipement informatique,

- l'étape de connecter ledit équipement informatique audit réseau informatique,

- l'étape d'établir un lien fonctionnel entre ladite première partie et ladite deuxième partie.

Ainsi, lors de la mise en service de ladite deuxième partie, celle-ci se connecte automatiquement, via le réseau informatique, audit serveur pour exécuter ladite première partie manquante mémorisée dans ledit serveur.

De préférence, le procédé selon l'invention comprend en outre l'étape d'échanger des informations, en relation avec ladite entité numérisée, au moyen dudit lien fonctionnel. Ainsi, une communauté d'utilisateurs échangeant des informations est créée.

De préférence également, le procédé selon l'invention comprend en outre l'étape de

contrôler l'accès audit serveur. Ainsi, un utilisateur ne peut accéder à ladite première partie et exploiter ladite entité numérisée que s'il possède les droits d'accès.

Avantageusement, le procédé selon l'invention comprend en outre l'étape de contrôler et de limiter l'accès audit serveur pendant une période de temps limitée et/ou pour un nombre d'utilisations limité et/ou pour une population d'utilisateurs agréés. Ainsi, l'utilisateur ne peut exploiter ladite entité numérisée dans son intégralité que pendant une phase d'évaluation et/ou toute phase convenue avec l'éditeur.

Avantageusement également, le procédé selon l'invention comprend en outre

- l'étape d'identifier l'utilisateur lorsqu'il se connecte audit serveur,
- l'étape de mémoriser des identifiants spécifiques audit utilisateur.

Ainsi, l'éditeur de ladite entité numérisée peut référencer les clients, notamment les clients potentiels de ladite entité numérisée.

Le procédé selon l'invention comprend en outre l'étape d'analyser les événements liés à l'exploitation de ladite entité numérisée, notamment la succession des incidents lors de l'installation, la fréquence d'utilisation d'une fonction de ladite entité

numérisée, la fréquence d'utilisation de ladite entité numérisée pendant une phase d'évaluation. Ainsi, l'éditeur dispose d'un panel d'utilisateurs qui peuvent coopérer au test de l'entité numérisée pendant les phases de bêta test. De sorte que l'éditeur de ladite entité numérisée peut déterminer le degré de satisfaction des clients, notamment des clients potentiels.

Le procédé selon l'invention comprend en outre l'étape de télécharger la première partie de ladite entité numérisée dans l'équipement informatique de l'utilisateur. De sorte que l'utilisateur qui a décidé d'acquérir ladite entité numérisée peut immédiatement en disposer localement.

La présente invention concerne aussi un système pour créer un lien entre au moins un utilisateur et un éditeur d'entités numérisées (notamment des logiciels, des fichiers, des compacts disques, des vidéos disques, etc. ...) reproductibles par des moyens informatiques et/ou électroniques. Le système selon l'invention comprend :

- des moyens informatiques de partition pour subdiviser ladite entité numérisée en deux parties, une première et une deuxième partie, dont aucune ne peut être exploitée sans l'autre,

5 - un serveur connecté à un réseau informatique, ledit serveur comprenant une zone mémoire dans laquelle est mémorisée ladite première partie

- des moyens de transmission pour transmettre ladite deuxième partie à au moins un utilisateur disposant d'un équipement informatique comportant des moyens informatiques pour mettre en oeuvre ladite deuxième partie,

10 - des moyens d'installation pour installer ladite deuxième partie sur ledit équipement informatique,

- des moyens de connexion pour connecter ledit équipement informatique audit réseau informatique,

- des moyens informatiques pour établir un lien fonctionnel entre ladite première partie et ladite deuxième partie.

15 Ainsi, lors de la mise en service de ladite deuxième partie, celle-ci se connecte automatiquement, via le réseau informatique, audit serveur pour exécuter ladite première partie manquante mémorisée dans ledit serveur.

De préférence, le système selon l'invention est tel que les moyens informatiques pour établir un lien fonctionnel entre ladite première partie et ladite deuxième partie
20 comprennent des moyens de communication pour échanger des informations, en relation avec ladite entité numérisée. Une communauté d'utilisateurs échangeant des informations est ainsi créée.

De préférence, le système selon l'invention comprend en outre des moyens de contrôle pour contrôler l'accès audit serveur. Ainsi, un utilisateur ne peut accéder à
25 ladite première partie et exploiter ladite entité numérisée que s'il possède les droits d'accès.

Avantageusement le système selon l'invention est tel que les moyens de contrôle comprennent en outre des moyens de limitation pour limiter l'accès audit serveur pendant une période de temps limitée et/ou pour un nombre d'utilisations limité

et/ou pour une population d'utilisateurs agréés. Ainsi, l'utilisateur ne peut exploiter ladite entité numérisée dans son intégralité que pendant une phase d'évaluation et/ou toute phase convenue avec l'éditeur.

Avantageusement également, le système selon l'invention comprend en outre

- 5 - des moyens d'identification pour identifier l'utilisateur lorsqu'il se connecte audit serveur,
- des moyens de mémorisation pour mémoriser des identifiants spécifiques audit utilisateur.

De sorte que l'éditeur de ladite entité numérisée peut référencer les clients, notamment les clients potentiels de ladite entité numérisée.

10 De préférence dans ce cas, le système selon l'invention est tel que ledit serveur comporte lesdits moyens d'identification et lesdits moyens de mémorisation.

Le système selon l'invention comprend en outre des moyens informatiques d'analyse pour analyser les événements liés à l'exploitation de ladite entité numérisée, notamment la succession des incidents lors de l'installation, la fréquence

15 ~~d'utilisation d'une fonction de ladite entité numérisée, la fréquence d'utilisation de~~
ladite entité numérisée pendant une phase d'évaluation. Ainsi, l'éditeur dispose d'un panel d'utilisateurs qui peuvent coopérer au test de l'entité numérisée pendant les phases de bêta test. De sorte que l'éditeur de ladite entité numérisée peut déterminer le degré de satisfaction des clients, notamment des clients potentiels.

20 Le système selon l'invention comprend en outre des moyens de téléchargement, notamment situés dans ledit serveur, pour télécharger la première partie de ladite entité numérisée dans l'équipement informatique de l'utilisateur. Ainsi, l'utilisateur qui a décidé d'acquérir ladite entité numérisée peut immédiatement en disposer localement.

25 D'autres caractéristiques et avantages de l'invention apparaîtront à la lecture de la description de variantes de réalisation de l'invention, données à titre d'exemple indicatif et non limitatif, et de la figure 1 qui représente une vue en perspective d'une variante de réalisation d'un système selon l'invention.

Paragraphe introductif

Le procédé et le système selon l'invention, fonctionnent sous Windows 95, 98 et Windows NT. Ils permettent aux éditeurs 2 et/ou aux distributeurs de logiciels de créer un lien du type " marketing face-à-face ou encore en langue anglaise : one-to-one marketing : " avec leurs utilisateurs 1, 6, au travers d'un réseau de communication informatique 5a, 5b tel que le réseau Internet. Ce lien permet de contrôler 4e efficacement les autorisations d'utilisation du logiciel et d'instaurer une communication permanente entre un éditeur 2 et chacun des utilisateurs 1 de ses produits pour améliorer la qualité et la pertinence des démarches commerciales et de support technique.

Chaque utilisateur 1 d'un produit "lié", est enregistré 4g sur un serveur 4 contrôlé par l'éditeur 2. Ses droits d'accès au produit sont enregistrés dans une base de données 4b que l'éditeur maintient directement. Chaque utilisateur dispose d'un compte personnel d'accès pour chaque produit qu'il utilise.

I. Le SAA (Segmentation Asymétrique d'Application), ou encore en langue anglaise : Asymetric Application Segmentation : AAS.

Le SAA comporte des moyens informatiques 3 pour subdiviser un produit en deux parties, dont aucune ne peut être exploitée sans l'autre. Le SAA permet de transformer une application destinée à fonctionner sur un poste client 6 en une nouvelle application dont le code se trouve réparti entre le poste client 6 (deuxième partie de l'application) et la zone mémoire 4a d'un serveur distant 4 (deuxième partie de l'application). Des moyens d'installation 6a permettent d'installer la deuxième partie de l'application sur ledit poste 6. Le module serveur 4 est compatible ISAPI (IIS, PWF version 4.0). L'intérêt de ce procédé est de sécuriser le logiciel et d'en maîtriser les droits d'accès. En particulier, chaque prospect peut essayer rapidement la même application que celle utilisée par un client sans que l'éditeur n'encoure le moindre risque de piratage.

En effet, un logiciel ne peut être piraté par un utilisateur si celui-ci ne détient pas la totalité du code. D'autre part, l'obligation absolue de connexion au serveur distant 4

pour lancer le programme rend le contrôle des droits aussi simple que les contrôles d'accès à des données.

La figure 1 illustre le fonctionnement d'un produit, édité par un éditeur 2, réparti entre le poste client 6 d'un utilisateur 1 et un serveur 7. Le procédé SAA permet d'appliquer ce mode de fonctionnement à n'importe quel produit (notamment des logiciels, des fichiers, des compacts disques, des vidéodisques, etc. ...).

II. CME (Canal Marketing Electronique), ou encore en langue anglaise : Online Marketing Channel, OMC.

Un logiciel transformé par le procédé SAA établit automatiquement une connexion 7, 5b avec le serveur distant 4 lorsqu'il s'exécute. Des moyens informatiques 6b, 4d, respectivement situés dans le poste 6 et le serveur 4, permettent d'établir un tel lien fonctionnel. Cette caractéristique rend possible le dialogue entre l'éditeur 2 et ses utilisateurs 1.

Quand l'utilisateur lance l'application, elle se connecte automatiquement à Internet 5b pour exécuter la partie du code manquante sur le serveur distant 4 de l'éditeur. Ainsi notamment, un prospect, pour faire fonctionner un version d'évaluation, doit disposer d'un accès à Internet. Chaque fois qu'il utilise une version générée par l'invention, il crée automatiquement un lien entre lui-même et l'éditeur de logiciels.

Ce mode de communication est appelé CME. Il permet de transmettre une information pertinente à chaque utilisateur 1 d'un produit au moment où elle présente le plus d'intérêt. En effet, c'est lorsque le produit est utilisé qu'une information technique ou commerciale aura le plus d'impact. Par exemple, un prospect 1 sera plus sensible à une "stimulation commerciale" si elle lui parvient juste au moment où il lance le logiciel.

Bien souvent, un utilisateur 1, qui ne parvient pas à faire fonctionner un logiciel convenablement, cherche longuement où s'adresser pour obtenir un support. Là encore le CME est le moyen pour lui de communiquer directement avec le service concerné. Il n'aura pas besoin de justifier d'un numéro de licence ou d'un historique des communications qu'il a déjà eu avec le support technique puisque le

seul fait de se connecter au serveur 4 l'identifie automatiquement. Ainsi, il économise du temps et ne dépense plus d'argent en téléphone à joindre le service compétent.

5 Lorsque le service de support dépend d'un contrat payant, ou pour que l'éditeur s'assure de fournir le support qu'il souhaite à chaque catégorie d'utilisateurs utilisant légalement son produit, le CME offre une solution élégante pour fournir l'information pertinente à un moindre coût.

10 Le procédé et le système selon l'invention intègre le CME au coeur d'une application existante. L'application ainsi transformée dispose d'un menu supplémentaire permettant d'envoyer et de recevoir des messages provenant des différents services de l'éditeur 2 (support, marketing produit, vente ...). Il permet par ailleurs à l'éditeur d'émettre des messages qui seront affichés automatiquement au démarrage du programme, ces messages étant destinés à un groupe d'utilisateurs ou à une personne en particulier. Ces messages peuvent être générés par un événement
15 particulier (première connexion au serveur) ou être issus d'une décision réfléchie d'un intervenant de l'éditeur. A terme, le CME est un véhicule idéal pour les mises à jour de logiciels ou des fichiers chez les utilisateurs des produits.

Générateur automatique de lien

20 Le procédé et le système selon l'invention disposent d'un générateur automatique pour ajouter un lien en intégrant le SAA et le CME au sein d'une application.

La sélection des paramètres de génération (Application, paramétrages des critères de distribution tels que la durée de fonctionnement de l'application, les personnes autorisées à utiliser le produit, ...) est assistée par plusieurs suites d'écrans menant logiquement au processus de sélection.

25 La génération proprement dite consiste à décompiler le code de l'application pour en extraire certaines suites d'instructions qui seront écartées du code l'application et stockée sur le serveur. Ces instructions sont ensuite remplacées durant une phase d'injection par un nouveau code dont le principal rôle est de greffer une librairie d'extension au sein de l'application ainsi transformée. Cette librairie d'extension

fournit l'ensemble des services de connexion aux serveurs et assure l'affichage des différents écrans et messages.

Le générateur transforme automatiquement une application (win 32/Intel) en version de démonstration.

- 5 L'éditeur des droits d'utilisation (ou encore, en langue anglaise, le "tracker" permet de visualiser 3b, 4i les utilisateurs des produits et d'agir sur leurs droits d'accès en temps réel.

Visualisation des utilisateurs 1 et des prospects 1 utilisant des produits.

- 10 En particulier, l'éditeur 2 peut désormais automatiquement référencer avec fiabilité tous les utilisateurs 1 de sa version de démonstration. L'éditeur obtient des coordonnées fiables de chaque prospect (nom, société, tel, mél ...). En effet, l'éditeur peut prévenir tout prospect qui s'enregistre que ses droits d'accès seraient immédiatement supprimés si ses coordonnées se révélaient inexactes.

- 15 L'éditeur peut savoir avec quelle fréquence les utilisateurs, et notamment les prospects, utilisent leur version de démonstration. A cet effet le poste informatique 30 de l'éditeur 2 et/ou le serveur distant 4 comprennent des moyens informatiques 3a d'analyse pour analyser les événements liés à l'exploitation de l'application. Ainsi, l'éditeur connaît avec précision, en temps réel et pour chaque prospect, la fréquence d'utilisation de la version d'évaluation. Il peut facilement en déduire le degré de motivation et donc orienter son effort commercial sur les prospects les plus "chauds". Des rapports standards permettent à l'éditeur de visualiser 3b, 4i en temps réel les informations collectées dans la base de données 4g du serveur.

Contrôle en temps réel des droits d'accès des utilisateurs et des prospects.

- 25 L'éditeur peut étendre les droits d'exécution de tout prospect, à distance, en un instant. Et il peut même transformer la version de démonstration d'un prospect en une version cliente en quelques secondes via Internet.

Les droits d'accès étant gérés par le serveur 4 de l'éditeur 2, celui-ci peut facilement les modifier pour répondre aux éventuelles demandes d'extension d'évaluation des utilisateurs 1. Il peut sélectivement étendre les droits de certains prospects, sans pour

autant affecter les droits de l'ensemble des prospects.

Téléchargement de l'application.

Si le prospect décide d'acheter l'application, l'achat devient effectif dans les minutes qui suivent et cela sans qu'il ait à modifier quoi que ce soit dans sa configuration locale. L'éditeur peut transformer une version de démonstration en version client sans le moindre effort. Il suffit en effet de quelques minutes pour que le serveur 4 télécharge, grâce à des moyens de téléchargement 4h, la partie de code manquante à la machine d'un prospect devenu client. Cette transformation est techniquement transparente pour lui : son application trouve désormais localement ce qu'elle devait exécuter auparavant sur le serveur distant de l'éditeur.

Réception et transmission de messages

L'éditeur de droits d'utilisation permet par ailleurs de consulter les messages du CME et d'envoyer des informations vers les utilisateurs des produits.

Le serveur 4 est installé en complément d'un serveur accessible sur Internet. Il dispose de moyens d'identification 4f qui lui permettent de contrôler les utilisateurs 1 des produits. Il tient à jour une base de données 4g des utilisateurs.

Chaque utilisateur 1 doit disposer d'une licence d'exploitation de l'application. L'administrateur du système peut librement attribuer des licences à un utilisateur dans la limite des droits qu'il possède et qui sont matérialisés par des jetons enregistrés dans une mémoire du serveur 4.

En particulier, la version d'évaluation ne peut être utilisée que si les droits d'accès du prospect sont valides. Définis par l'éditeur lors de la génération de la version d'évaluation, les droits d'accès de l'utilisateur sont automatiquement vérifiés lors de la connexion au serveur distant. Deux types de limitation sont gérés par l'invention. Une limitation en fonction du temps (de 1 à 90 jours à compter de la première connexion du prospect) et une en fonction du nombre d'exécutions (de 1 à 100).

Revendications

1. Procédé pour créer un lien entre au moins un utilisateur (1) et un éditeur (2) d'entités numérisées (notamment des logiciels, des fichiers, des compacts disques, des vidéodisques, etc. ...) reproductibles par des moyens informatiques et/ou électroniques,

ledit procédé comprenant l'une au moins des étapes suivantes :

- l'étape de subdiviser (3) ladite entité numérisée en deux parties, une première et une deuxième parties, dont aucune ne peut être exploitée sans l'autre,

- l'étape de mémoriser ladite première partie dans une zone mémoire (4a) d'un serveur (4) connecté à un réseau informatique (5a, 5b),

- l'étape de transmettre ladite deuxième partie à au moins un utilisateur (1) disposant d'un équipement informatique (6) comportant des moyens informatiques pour mettre en oeuvre ladite deuxième partie,

- l'étape d'installer (6a) ladite deuxième partie sur ledit équipement informatique (6),

- l'étape de connecter (7) ledit équipement informatique audit réseau informatique (5b),

- l'étape d'établir (4d, 6b) un lien fonctionnel entre ladite première partie et ladite deuxième partie,

de sorte que, lors de la mise en service de ladite deuxième partie, celle-ci se connecte automatiquement, via le réseau informatique, audit serveur pour exécuter ladite première partie manquante mémorisée dans ledit serveur.

2. Procédé selon la revendication 1 tel qu'il comprend en outre

- l'étape d'échanger des informations, en relation avec ladite entité numérisée, au moyen dudit lien fonctionnel,

de sorte qu'une communauté d'utilisateurs échangeant des informations est ainsi créée.

3. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 ou 2 tel qu'il comprend en outre

- l'étape de contrôler (4e) l'accès audit serveur,
de telle sorte qu'un utilisateur ne peut accéder à ladite première partie et exploiter
ladite entité numérisée que s'il possède les droits d'accès.

4. Procédé selon la revendication 3 tel qu'il comprend en outre

- l'étape de contrôler et de limiter l'accès audit serveur pendant une période de
temps limitée et/ou pour un nombre d'utilisations limité et/ou pour une population
d'utilisateurs agréés,
de telle sorte que l'utilisateur ne peut exploiter ladite entité numérisée dans son
intégralité que pendant une phase d'évaluation et/ou toute phase convenue avec
l'éditeur.

**5. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 4 tel qu'il comprend
en outre**

- l'étape d'identifier (4f) l'utilisateur lorsqu'il se connecte audit serveur,
- l'étape de mémoriser (4g) des identifiants spécifiques audit utilisateur,
de sorte que l'éditeur de ladite entité numérisée peut référencer les clients,
notamment les clients potentiels de ladite entité numérisée.

**6. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 5 tel qu'il comprend
en outre**

- l'étape d'analyser (3a) les événements liés à l'exploitation de ladite entité
numérisée, notamment la succession des incidents lors de l'installation, la fréquence
d'utilisation d'une fonction de ladite entité numérisée, la fréquence d'utilisation de
ladite entité numérisée pendant une phase d'évaluation,
de sorte que l'éditeur dispose d'un panel d'utilisateurs qui peuvent coopérer au test
de l'entité numérisée pendant les phases de bêta test,
de sorte que l'éditeur de ladite entité numérisée peut déterminer le degré de
satisfaction des clients, notamment des clients potentiels.

**7. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 5 tel qu'il comprend
en outre**

- l'étape de télécharger (4h) la première partie de ladite entité numérisée dans

l'équipement informatique de l'utilisateur,
de sorte que l'utilisateur qui a décidé d'acquérir ladite entité numérisée peut
immédiatement en disposer localement.

8. Système pour créer un lien entre au moins un utilisateur (1) et un éditeur (2)
d'entités numérisées (notamment des logiciels, des fichiers, des compacts disques,
des vidéodisques, etc. ...) reproductibles par des moyens informatiques et/ou
électroniques,

ledit système comprenant :

- des moyens informatiques de partition (3) pour subdiviser ladite entité
numérisée en deux parties, une première et une deuxième partie, dont aucune ne peut
être exploitée sans l'autre,

- un serveur (4) connecté à un réseau informatique (5a, 5b), ledit serveur (4)
comportant une zone mémoire (4a) dans laquelle est mémorisée ladite première
partie,

- des moyens de transmission (5a, 5b) pour transmettre ladite deuxième partie
~~à au moins un utilisateur (1) disposant d'un équipement informatique (6)~~
comportant des moyens informatiques pour mettre en oeuvre ladite deuxième partie,

- des moyens d'installation (6a) pour installer ladite deuxième partie sur ledit
équipement informatique (6),

- des moyens de connexion (7) pour connecter ledit équipement informatique
audit réseau informatique (5b),

- des moyens informatiques (4d, 6b) pour établir un lien fonctionnel entre
ladite première partie et ladite deuxième partie,

de sorte que, lors de la mise en service de ladite deuxième partie, celle-ci se connecte
automatiquement, via le réseau informatique, audit serveur pour exécuter ladite
première partie manquante mémorisée dans ledit serveur.

9. Système selon la revendication 8 tel que :

- les moyens informatiques (4d, 6b) pour établir un lien fonctionnel entre
ladite première partie et ladite deuxième partie comprennent des moyens de

communication pour échanger des informations, en relation avec ladite entité numérisée,

de sorte qu'une communauté d'utilisateurs échangeant des informations est ainsi créée.

5 **10.** Système selon l'une quelconque des revendications 7 ou 8 tel qu'il comprend en outre

- des moyens de contrôle (4e) pour contrôler l'accès audit serveur, de telle sorte qu'un utilisateur ne peut accéder à ladite première partie et exploiter ladite entité numérisée que s'il possède les droits d'accès.

10 **11.** Système selon la revendication 10 tel que les moyens de contrôle (4e) comprennent en outre des moyens de limitation pour limiter l'accès audit serveur pendant une période de temps limitée et/ou pour un nombre d'utilisations limité et/ou pour une population d'utilisateurs agréés,
15 de telle sorte que l'utilisateur ne peut exploiter ladite entité numérisée dans son intégralité que pendant une phase d'évaluation et/ou toute phase convenue avec l'éditeur.

12. Système selon l'une quelconque des revendications 8 à 11 tel qu'il comprend en outre

20 - des moyens d'identification (4f) pour identifier l'utilisateur lorsqu'il se connecte audit serveur,

- des moyens de mémorisation (4g) pour mémoriser des identifiants spécifiques audit utilisateur, de sorte que l'éditeur de ladite entité numérisée peut référencer les clients, notamment les clients potentiels de ladite entité numérisée.

25 **13.** Système selon la revendication 12 tel que ledit serveur comporte lesdits moyens d'identification (4f) et lesdits moyens de mémorisation (4g).

14. Système selon l'une quelconque des revendications 8 à 13 tel qu'il comprend en outre

- des moyens informatiques d'analyse (3a) pour analyser les événements liés à

l'exploitation de ladite entité numérisée, notamment la succession des incidents lors de l'installation, la fréquence d'utilisation d'une fonction de ladite entité numérisée, la fréquence d'utilisation de ladite entité numérisée pendant une phase d'évaluation, de sorte que l'éditeur dispose d'un panel d'utilisateurs qui peuvent coopérer au test
5 de l'entité numérisée pendant les phases de bêta test,
de sorte que l'éditeur de ladite entité numérisée peut déterminer le degré de satisfaction des clients, notamment des clients potentiels.

15. Système selon l'une quelconque des revendications 8 à 14 tel qu'il comprend en outre

- 10 - des moyens de téléchargement (4h), notamment situés dans ledit serveur, pour télécharger la première partie de ladite entité numérisée dans l'équipement informatique de l'utilisateur,
de sorte que l'utilisateur qui a décidé d'acquérir ladite entité numérisée peut immédiatement en disposer localement.

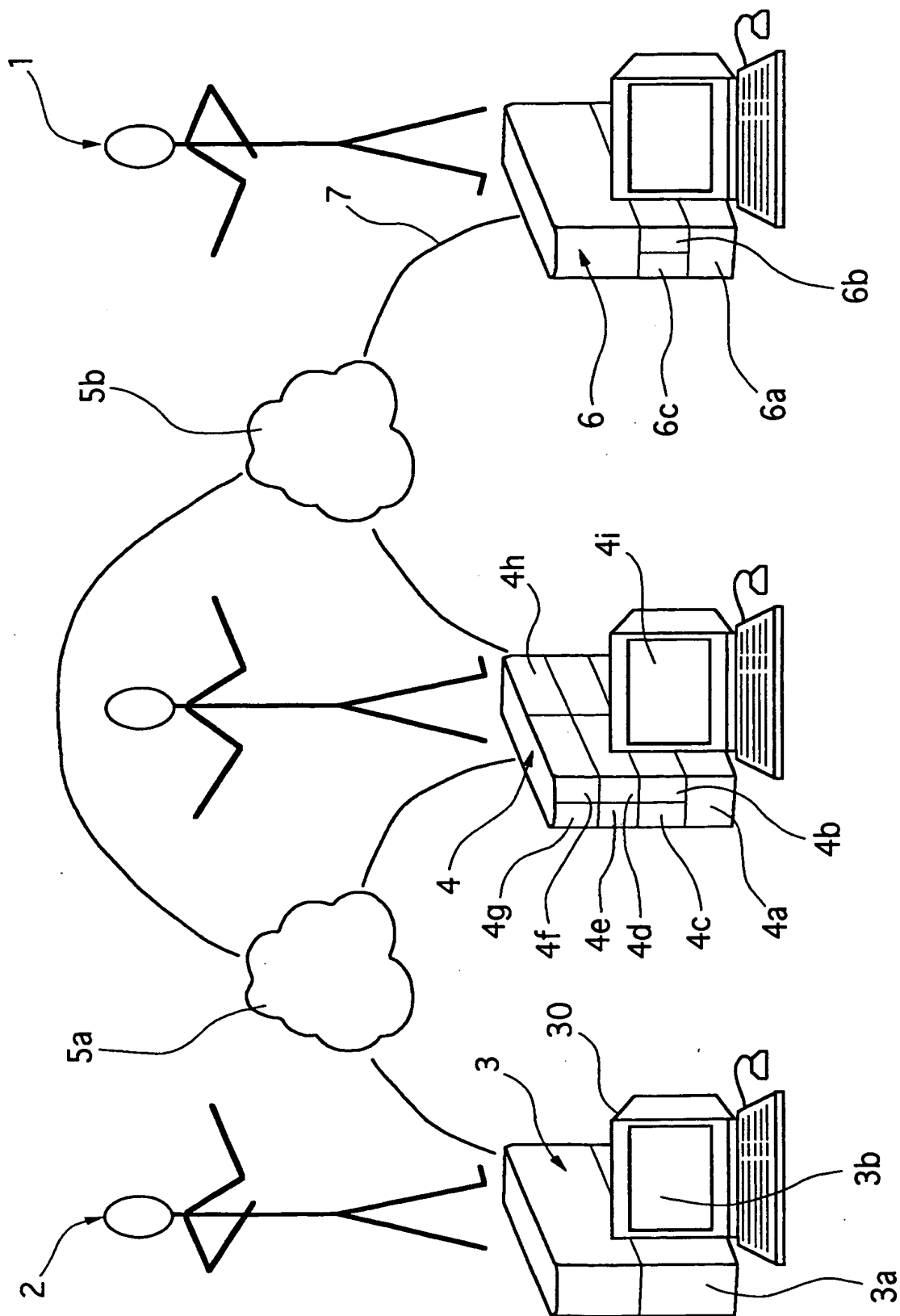


Fig. 1

THIS PAGE BLANK (USPTO)

THIS PAGE BLANK (USPTO)